

**Art. 5.** Le Ministre flamand qui a le bien-être des animaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, le 8 février 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles,  
du Tourisme et du Bien-Etre des animaux,  
B. WEYTS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/40713]

#### 7 FEVRIER 2019. — Décret visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### TITRE I<sup>er</sup>. — *Du champ d'application, des définitions, des objectifs et du calcul de l'encadrement*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique aux établissements d'enseignement ordinaire, maternel, primaire, fondamental et secondaire, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1<sup>o</sup> *élève primo-arrivant* : l'élève qui réunit toutes les conditions suivantes :

a) être âgé d'au moins 2 ans et 6 mois au 30 septembre et de moins de 18 ans;

b) soit, avoir introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié ou s'être vu reconnaître la qualité de réfugié conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, soit, être mineur accompagnant une personne ayant introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié ou s'étant vu reconnaître la qualité de réfugié conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, soit, être ressortissant d'un pays bénéficiaire de l'aide au développement du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique figurant sur la liste arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier 2012, soit, être reconnu comme apatride.

*Le Gouvernement peut ajouter, pour une période déterminée, d'autres pays à la liste des pays en voie de développement visée à l'alinéa précédent, lorsqu'il estime que ces pays connaissent une situation de crise grave;*

c) être arrivé sur le territoire national depuis moins d'un an;

2<sup>o</sup> *élève assimilé au primo-arrivant* : l'élève qui réunit toutes les conditions suivantes :

a) être âgé d'au moins 5 ans au plus tard le 31 décembre de l'année scolaire concernée et de moins de 18 ans;

b) soit, avoir introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié ou s'être vu reconnaître la qualité de réfugié conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, soit, être mineur accompagnant une personne ayant introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié ou s'étant vu reconnaître la qualité de réfugié conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, soit, être ressortissant d'un pays bénéficiaire de l'aide au développement du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique figurant sur la liste arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier 2003, soit, être reconnu comme apatride;

*Le Gouvernement peut ajouter, pour une période déterminée, d'autres pays à la liste des pays en voie de développement visée à l'alinéa précédent lorsqu'il estime que ces pays connaissent une situation de crise grave;*

c) fréquenter un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins de 3 mois;

d) ne pas connaître suffisamment la langue de l'enseignement pour s'adapter avec succès aux activités de sa classe d'âge pour l'enseignement maternel, primaire, fondamental ou de son année d'études envisagée pour l'enseignement secondaire. Le Gouvernement détermine les modalités permettant de vérifier la connaissance suffisante de la langue d'enseignement;

3<sup>o</sup> *élève FLA – Français langue d'apprentissage* : l'élève qui réunit, dans l'enseignement maternel, primaire et fondamental, toutes les conditions suivantes :

a) être âgé d'au moins 4 ans au plus tard le 31 décembre de l'année scolaire concernée;

b) ne pas maîtriser la langue de l'enseignement pour s'adapter avec succès aux activités de sa classe d'âge. Le Gouvernement détermine les modalités permettant de vérifier la maîtrise de la langue d'enseignement;

c) ne pas suivre un enseignement en immersion tel que visé par le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique;

4<sup>o</sup> dispositif d'accompagnement FLA (Français langue d'apprentissage) : structure d'enseignement visant l'apprentissage de la langue de l'enseignement dans l'enseignement ordinaire maternel, primaire ou secondaire visant à répondre aux objectifs fixés à l'article 3;

5° DASPA (Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés) : structure d'enseignement visant l'accueil, la scolarisation et l'intégration des élèves primo-arrivants et assimilés dans l'enseignement ordinaire à partir de la troisième année de l'enseignement maternel, dans l'enseignement primaire ou dans l'enseignement secondaire visant à répondre aux objectifs fixés à l'article 3;

6° décret du 24 juillet 1997 : décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

7° structure d'accueil : structure pour candidats réfugiés organisée par l'Etat fédéral ou au nom de l'Etat fédéral ou suite à des conventions conclues avec l'Etat fédéral;

8° élève non alphabétisé : l'élève qui n'a jamais été inscrit, qui n'a jamais fréquenté une école, ou qui l'a fréquentée pendant maximum une année scolaire dans son pays d'origine et qui ne sait ni lire ni écrire au moment de son inscription dans un établissement scolaire ;

9° intégration progressive : organisation pour les élèves scolarisés dans un DASPA, d'une immersion individualisée pendant plusieurs périodes déterminées dans toute classe du même établissement ou dans toute classe d'autres établissements lorsque ceux-ci sont associés à la tâche d'insertion des élèves primo-arrivants et assimilés;

10° augmentation exceptionnelle : augmentation d'au moins 8 élèves primo-arrivants ou assimilés suite à l'ouverture d'une structure d'accueil ou à l'ouverture de nouvelles places dans une structure d'accueil existante ou à l'augmentation de 8 élèves primo-arrivants ou assimilés dans un établissement scolaire;

11° Conseil d'intégration : Instance d'enseignement dont l'objectif est de favoriser l'intégration optimale de l'élève scolarisé dans un DASPA dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

#### CHAPITRE II. — *Des objectifs du décret*

**Art. 3.** Le décret poursuit les objectifs suivants :

1° assurer l'accueil, l'orientation et l'insertion optimale des élèves primo-arrivants, assimilés et FLA dans le système éducatif de la Communauté française;

2° proposer un accompagnement scolaire et pédagogique adapté aux profils d'enseignement des élèves primo-arrivants, assimilés et FLA et lié aux difficultés relatives à la maîtrise de la langue de l'enseignement et de la culture scolaire notamment en octroyant des périodes d'apprentissage de la langue de l'enseignement;

3° pour une durée déterminée, proposer une étape de scolarisation intermédiaire accompagnée d'une intégration progressive avant son insertion, à terme, dans une année d'études, conformément à l'article 15 pour les élèves primo-arrivants et assimilés.

#### CHAPITRE III. — *Du calcul de l'encadrement des élèves primo-arrivants, assimilés et FLA*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Un encadrement complémentaire est assuré au profit des élèves primo-arrivants, assimilés et FLA. Cet encadrement complémentaire est fixé à 0,4 période par élève.

§ 2. Le résultat du calcul des périodes complémentaires visé aux articles 5, §§ 2 et 4, et 6, § 2, est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale est égale ou supérieure à 5, à l'unité inférieure dans les autres cas. Par dérogation, lorsqu'il n'y a qu'un seul élève, le nombre est arrondi à l'unité supérieure.

§ 3. L'élève primo-arrivant est pris en compte pour le calcul des périodes complémentaires visées aux articles 5, § 2, et 6, § 2, pendant une durée de 24 mois civils consécutifs à partir de la date de sa première inscription dans un établissement d'enseignement ordinaire, maternel, primaire, fondamental ou secondaire, organisé ou subventionné par la Communauté française.

L'élève assimilé au primo-arrivant est pris en compte pour le calcul des périodes complémentaires visées aux articles 5, § 2, et 6, § 2, pendant une durée de 24 mois civils consécutifs à partir de la date où les conditions visées à l'article 2, 2°, sont réunies pour la première fois.

L'élève FLA est pris en compte pour le calcul des périodes complémentaires visées à l'article 5, § 4, pendant une durée de 24 mois civils consécutifs à partir de la date où les conditions visées à l'article 2, 3°, sont réunies pour la première fois.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement maternel, primaire et fondamental, les élèves primo-arrivants, assimilés et FLA sont comptabilisés conformément aux dispositions du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

§ 2. Pour les élèves primo-arrivants et assimilés, l'encadrement complémentaire prévu à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, est calculé, par implantation et par niveau, sur la base du nombre d'élèves inscrits au 30 septembre et au 15 janvier selon le mode de calcul suivant :

- L'encadrement complémentaire visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, est calculé du 1<sup>er</sup> au 30 septembre de l'année scolaire concernée sur base du nombre d'élèves primo-arrivants ou assimilés inscrits au 15 janvier de l'année scolaire précédente.

- Au 1<sup>er</sup> octobre, le nombre de périodes complémentaires octroyées est calculé sur base du nombre d'élèves primo-arrivants et assimilés inscrits au 30 septembre. Ces périodes sont octroyées du 1<sup>er</sup> octobre au 30 juin de l'année scolaire concernée;

- Lorsqu'il existe une différence positive de plus de 10 pour cent entre le nombre d'élèves inscrits au 15 janvier et le nombre d'élèves primo-arrivants et assimilés sur base duquel les périodes complémentaires ont été octroyées à la date du 1<sup>er</sup> octobre, le nombre de périodes complémentaires octroyées à partir du 16 janvier est calculé sur base du nombre d'élèves primo-arrivants et assimilés inscrits au 15 janvier. L'octroi de ces périodes est prolongé jusqu'au 30 juin de l'année scolaire concernée.

Lorsqu'un établissement scolaire n'accueille plus d'élèves primo-arrivants ou assimilés à la date de comptage du 15 janvier, l'encadrement complémentaire visé à l'article 4 est supprimé au 16 janvier.

§ 3. Lorsqu'un établissement scolaire d'enseignement maternel, primaire ou fondamental organise un DASPA conformément aux dispositions du Chapitre 2 du Titre II, il bénéficie d'un nombre forfaitaire de 12 périodes pour les 8 premiers primo-arrivants ou assimilés inscrits au 30 septembre de l'année scolaire en cours. Un complément de 12 périodes est octroyé par tranche complète de 12 élèves supplémentaires scolarisés dans un DASPA.

§ 4. Pour les élèves FLA, l'encadrement complémentaire prévu à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, est octroyée, par implantation et par niveau, sur base du nombre d'élèves inscrits au 30 septembre. L'octroi de ces périodes est prolongé jusqu'au 30 septembre suivant.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement secondaire, les élèves primo-arrivants et assimilés, régulièrement inscrits dans une année d'études, sont comptabilisés avec les élèves de la catégorie correspondante pour le calcul de l'encadrement conformément aux dispositions du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

L'encadrement des élèves primo-arrivants ou assimilés qui ne sont pas inscrits dans une année d'études déterminée est calculé conformément aux modalités prévues à l'article 3 alinéa 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 précité pour autant que l'établissement d'enseignement secondaire organise un DASPA conformément aux dispositions du Chapitre 2 du Titre II.

§ 2. Pour les élèves primo-arrivants et assimilés, l'encadrement complémentaire prévu à l'article 4 § 1<sup>er</sup> est calculé, par établissement, sur la base du nombre d'élèves inscrits au 1<sup>er</sup> octobre et au 15 janvier selon le mode de calcul suivant :

- L'encadrement complémentaire visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, est calculé du 1<sup>er</sup> au 30 septembre de l'année scolaire concernée sur base du nombre d'élèves primo-arrivants ou assimilés inscrits au 15 janvier de l'année scolaire précédente.

- Au 1<sup>er</sup> octobre, le nombre de périodes complémentaires octroyées est calculé sur base du nombre d'élèves primo-arrivants et assimilés inscrits au 1<sup>er</sup> octobre. Ces périodes sont octroyées du 1<sup>er</sup> octobre au 30 juin de l'année scolaire concernée;

- Lorsqu'il existe une différence positive de plus de 10 pour cent entre le nombre d'élèves inscrits au 15 janvier et le nombre d'élèves primo-arrivants et assimilés sur base duquel les périodes complémentaires ont été octroyées à la date du 1<sup>er</sup> octobre, le nombre de périodes complémentaires octroyées à partir du 16 janvier est calculé sur base du nombre d'élèves primo-arrivants et assimilés inscrits au 15 janvier. L'octroi de ces périodes est prolongé jusqu'au 30 juin de l'année scolaire concernée.

- Lorsqu'un établissement scolaire n'accueille plus d'élèves primo-arrivants ou assimilés à la date de comptage du 15 janvier, l'encadrement complémentaire visé à l'article 4 est supprimé au 16 janvier.

§ 3. Lorsqu'un établissement scolaire d'enseignement secondaire organise un DASPA conformément aux dispositions du Chapitre 2 du Titre II, il bénéficie d'un nombre forfaitaire de 11 périodes professeurs DASPA pour les 8 premiers primo-arrivants ou assimilés inscrits au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire en cours. Un complément de 11 périodes-professeurs DASPA est octroyé par tranche complète de 12 élèves supplémentaires scolarisés dans un DASPA.

**Art. 7.** Le Gouvernement peut à tout moment octroyer les périodes visées aux articles 5 §§ 2 et 3, et 6, §§ 2 et 3, à un établissement scolaire lorsque celui-ci est confronté à une augmentation exceptionnelle. La demande de périodes motivée lui est adressée par le Chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française. L'octroi des périodes visées aux articles 5 § 2, et 6, § 2, est valable jusqu'à la date de comptage suivante.

## **TITRE II. — De l'organisation d'un dispositif d'accompagnement FLA et d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants et assimilés**

### **CHAPITRE I<sup>er</sup>. — De l'organisation du dispositif d'accompagnement FLA**

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement maternel, primaire ou fondamental, un dispositif d'accompagnement FLA est organisé dans les établissements scolaires qui scolarisent des élèves FLA. Il consiste notamment en l'organisation de périodes de renforcement, d'accompagnement ou d'adaptation en vue de renforcer et d'acquérir la connaissance et la maîtrise de la langue de l'enseignement et de la culture scolaire. Ce dispositif est également organisé, le cas échéant, pour les élèves primo-arrivants et assimilés lorsqu'aucun DASPA n'est créé dans l'établissement scolaire.

§ 2. Dans l'enseignement secondaire, un dispositif d'accompagnement FLA est organisé, le cas échéant, pour les élèves primo-arrivants et assimilés lorsqu'aucun DASPA n'est créé dans l'établissement scolaire.

**Art. 9.** Pour l'organisation de son dispositif, l'école construit un projet d'accompagnement FLA selon les modalités déterminées par le Gouvernement et comprenant notamment les éléments suivants :

- les profils des membres du personnel enseignant qui s'impliqueront dans le dispositif FLA au regard de ses objectifs repris à l'article 3;

- une description détaillée du projet de dispositif d'accompagnement FLA au regard de ses objectifs repris à l'article 3 en ce compris les partenariats possibles ainsi que les mesures d'accompagnement spécifiques prises pour les élèves primo-arrivants et assimilés;

- l'utilisation des périodes d'encadrement complémentaire telle que prévue aux articles 21 et 22;

- Les formations nécessaires pour les membres du personnel enseignant telles que prévues par les dispositions visées à l'article 23;

- le nombre d'élèves FLA inscrits en date du 30 septembre de l'année en cours pour l'enseignement maternel, primaire, fondamental;

- dans le cas où un dispositif d'accompagnement FLA est créé pour les élèves primo-arrivants et assimilés, le nombre d'élèves primo-arrivants ou assimilés inscrits à la date du 30 septembre pour l'enseignement maternel, primaire, fondamental et du 1<sup>er</sup> octobre pour l'enseignement secondaire dans l'établissement.

Ce dispositif est inclus dans le plan de pilotage visé à l'article 67, § 2, du décret du 24 juillet 1997.

### **CHAPITRE II. — De l'organisation d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants et assimilés**

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Le Chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française peut organiser, au 1<sup>er</sup> octobre pour l'enseignement maternel, primaire, fondamental ou secondaire un dispositif d'accueil et de scolarisation lorsqu'il accueille au moins huit élèves primo-arrivants ou assimilés. Il en informe les Services du Gouvernement.

§ 2. Un DASPA peut être organisé après le 1<sup>er</sup> octobre en cas d'augmentation exceptionnelle dans un établissement scolaire. Les périodes visées aux articles 5, § 3, et 6, § 3, sont calculées sur base du nombre d'élèves primo-arrivants ou assimilés scolarisés dans un DASPA et octroyées à partir du mois qui suit la réception de la demande motivée par les Services du Gouvernement.

§ 3. L'établissement scolaire qui organise un DASPA conserve les périodes visées aux articles 5, § 3, et 6, § 3, jusqu'au 30 septembre de l'année scolaire suivante. L'encadrement est renouvelé au 1<sup>er</sup> octobre conformément aux dispositions prévues aux articles 5, § 3, et 6, § 3, tant que l'établissement scolarise au minimum huit élèves

primo-arrivants ou assimilés. Si un établissement, qui remplit cette condition, ne souhaite plus organiser un DASPA, il en informe les Services du Gouvernement par envoi recommandé au plus tard le 30 juin. Le DASPA de cet établissement est fermé à partir du 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire qui suit.

§ 4. Le Conseil général de l'enseignement fondamental visé par le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental ou le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire prévu au décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire est informé du nombre de dispositifs organisés au début de chaque année scolaire et de ceux qui sont ouverts en cours d'année scolaire.

**Art. 11.** Pour l'organisation du DASPA, l'établissement scolaire construit un projet d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants ou assimilés selon les modalités déterminées par le Gouvernement et comprenant notamment les éléments suivants :

- les profils des membres du personnel enseignant qui s'impliqueront dans le DASPA au regard de ses objectifs repris à l'article 3 et des objectifs d'apprentissage propres aux DASPA repris à l'article 14, § 1<sup>er</sup>;
- une description détaillée du projet DASPA au regard de ses objectifs repris à l'article 3 en ce compris les partenariats possibles;
- l'utilisation des périodes d'encadrement telle que prévue aux articles 21 et 22;
- les formations nécessaires pour les membres du personnel enseignant telles que prévues par les dispositions visées à l'article 23;
- le nombre d'élèves primo-arrivants ou assimilés inscrits en date du 30 septembre pour l'enseignement maternel, primaire, fondamental ou date du 1<sup>er</sup> octobre pour l'enseignement secondaire dans l'établissement.

L'organisation du DASPA est incluse dans le plan de pilotage visé à l'article 67, § 2, du décret du 24 juillet 1997.

**Art. 12.** Les élèves primo-arrivants et assimilés peuvent être scolarisés dans un DASPA, soit à la demande ou avec l'accord de ceux qui exercent en droit ou en fait l'autorité parentale à leur égard, soit à leur demande ou avec leur accord, si personne n'exerce en droit ou en fait l'autorité parentale à leur égard.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. La durée de passage en DASPA est comprise entre une semaine et un an. Elle peut être prolongée de 6 mois maximum. Pour les élèves primo-arrivants et assimilés non alphabétisés, la durée peut être prolongée de 6 mois supplémentaires maximum. L'élève bénéficiant du DASPA qui ne remplit plus les conditions fixées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup>, est pris en compte dans le calcul des périodes visées aux articles 5, § 3, et 6, § 3, jusqu'à son intégration complète dans sa classe d'âge ou son année d'études.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'élève scolarisé en DASPA, dont la durée maximale en DASPA se termine au cours du troisième trimestre de l'année scolaire, peut continuer à bénéficier du dispositif jusqu'à la fin de l'année scolaire concernée.

§ 2. La prolongation de la durée de passage en DASPA, dans le respect des limites fixées au paragraphe précédent, résulte d'une décision du Conseil d'intégration. La durée de passage en DASPA ne peut être prolongée qu'avec l'accord des parents ou de ceux qui exercent en droit ou en fait l'autorité parentale sur l'élève primo-arrivant ou assimilé ou qu'avec l'accord de l'élève primo-arrivant ou assimilé si personne n'exerce en droit ou en fait l'autorité parentale à son égard.

§ 3. L'élève primo-arrivant ou assimilé est inscrit dans sa classe d'âge ou son année d'études à tout moment de l'année scolaire soit à l'initiative du Conseil d'intégration avec l'accord de ceux qui exercent en droit ou en fait l'autorité parentale à son égard, ou à la demande de l'élève, si personne n'exerce en droit ou en fait l'autorité parentale à son égard soit à la demande de ceux-ci, après avis non contraignant du Conseil d'intégration.

**Art. 14.** 1<sup>er</sup>. Dans le cadre des compétences initiales, des socles de compétences et des compétences terminales définis en application du décret du 24 juillet 1997, les compétences visées dans un DASPA concourent, plus particulièrement, à rencontrer les objectifs suivants :

- 1° les missions prioritaires définies à l'article 6 du décret du 24 juillet 1997;
- 2° l'apprentissage intensif de la langue française;
- 3° l'apprentissage de la culture scolaire;
- 4° la mise à niveau adaptée pour que l'élève rejoigne le plus rapidement possible une année d'études, le cas échéant, en collaboration avec d'autres établissements scolaires en vue de permettre une orientation adaptée.

§ 2. Par dérogation aux articles 4<sup>ter</sup>, 4<sup>quater</sup> et 4<sup>quinqes</sup> de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire et aux articles 8, 9 et 10 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire, les élèves des DASPA suivent un horaire adapté aux compétences définies au paragraphe 1<sup>er</sup>. Cet horaire doit comprendre un nombre minimum de 28 périodes hebdomadaires. Toutefois, le nombre de périodes consacrées à l'apprentissage intensif du français, à l'apprentissage de la culture scolaire et à la formation de sciences humaines ainsi qu'à l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté, ne peut être inférieur à 16 périodes hebdomadaires, et le nombre de périodes consacrées à la formation mathématique et scientifique ne peut être inférieur à 8 périodes hebdomadaires.

§ 3. Sans préjudice au décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les élèves scolarisés en DASPA suivent un horaire adapté aux compétences définies au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 15.** Une intégration progressive est mise en place par le Conseil d'intégration selon les modalités prévues à l'article 17, § 2, pour les élèves scolarisés dans un DASPA dans une année d'études du même établissement ou d'autres établissements lorsque ceux-ci sont associés à la tâche d'insertion des primo-arrivants et assimilés conformément à l'article 17.

Une intégration progressive peut être organisée, à tout moment, durant les 10 premiers mois dans le DASPA. Après 10 mois, l'élève doit intégrer au minimum 6 périodes par semaine au sein de sa classe d'âge ou de l'année d'études envisagée. Après 12 mois, l'élève doit intégrer au minimum 12 périodes par semaine au sein de sa classe d'âge ou de l'année d'études envisagée. Dans le cas où l'élève bénéficie d'une prolongation après 18 mois, il doit intégrer, au minimum 18 périodes par semaine dans sa classe d'âge ou de l'année d'études.

Dans l'enseignement secondaire, l'intégration progressive peut comporter des cours dans les trois degrés.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé, dans chaque établissement de l'enseignement maternel, primaire, fondamental organisant un DASPA, un conseil d'intégration des élèves primo-arrivants, ci-après dénommé le conseil d'intégration. Celui-ci est présidé par la direction de l'école ou son délégué et est composé des enseignants de l'année d'études correspondante à l'âge de l'élève, un membre de l'équipe du centre psycho-médico-social en charge de l'accompagnement des élèves primo-arrivants ainsi que le cas échéant, un représentant du centre d'accueil en charge de l'accompagnement scolaire. Le président est libre d'inviter un ou deux experts.

§ 2. Il est créé, dans chaque établissement de l'enseignement secondaire organisant un DASPA, un conseil d'intégration des élèves bénéficiant d'un DASPA, ci-après dénommé le conseil d'intégration. Celui-ci est présidé par le chef d'établissement et comprend les membres de l'équipe éducative en charge des élèves fréquentant un DASPA, un membre de l'équipe du centre psycho-médico-social en charge de l'accompagnement des élèves primo-arrivants ainsi que le cas échéant, un représentant du centre d'accueil en charge de l'accompagnement scolaire. Le président est libre d'inviter un ou deux experts.

§ 3. Dans le cas où l'établissement qui organise un DASPA collabore avec un ou plusieurs établissements partenaires, la direction et les enseignants investis dans le DASPA de l'établissement partenaire font également partie du conseil d'intégration.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil d'intégration a pour mission de favoriser une intégration optimale de l'élève inscrit dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, en ce compris la préparation éventuelle aux épreuves d'un jury de la Communauté française. Les moments où le Conseil d'intégration se réunit sont concertés au sein de l'organe local de concertation sociale. Le Conseil d'intégration sollicite l'accord de ceux qui exercent en droit ou en fait l'autorité parentale à son égard, ou à la demande de l'élève, si personne n'exerce en droit ou en fait l'autorité parentale à son égard lorsque l'intégration de l'élève est envisagée dans sa classe d'âge ou son année d'études.

§ 2. Il organise également l'intégration progressive prévue à l'article 15. Il définit le moment de l'intégration progressive, le nombre de périodes d'intégration et pour l'enseignement secondaire les cours de(s) (l') année(s) d'études où l'élève est intégré, les modalités de concertation avec l'équipe éducative et les critères d'évaluation de l'intégration progressive mise en place.

§ 3. Il prolonge la durée de passage en DASPA dans les cas prévus à l'article 13. Il veillera notamment au suivi du dossier de l'élève d'une classe à l'autre et d'un établissement scolaire à l'autre.

§ 4. Dans l'enseignement secondaire, le Conseil d'intégration de l'enseignement secondaire peut délivrer une attestation d'admissibilité selon les modalités prévues à l'article 18.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'enseignement secondaire, pour tous les élèves primo-arrivants et assimilés qui ne possèdent pas les documents scolaires permettant de solliciter une équivalence et qui sont scolarisés dans un DASPA depuis au moins 6 mois, le Conseil d'intégration peut délivrer une attestation d'admissibilité dans n'importe quelle année de l'enseignement secondaire, à l'exception des sixième et septième années, dans n'importe quelle forme et dans n'importe quelle option, et ce par dérogation aux dispositions régissant l'admission dans une année d'études de l'enseignement secondaire.

§ 2. L'attestation d'admissibilité est octroyée par le Conseil d'intégration soit à la demande du conseil de classe, soit à la demande de ceux qui exercent en droit ou en fait l'autorité parentale sur l'élève primo-arrivant ou assimilé, soit à la demande de l'élève ou avec son accord, si personne n'exerce en droit ou en fait l'autorité parentale à son égard.

§ 3. Lorsqu'un Conseil d'intégration a l'intention de délivrer une attestation d'admissibilité, il en informe le Gouvernement qui vérifie si le bénéficiaire potentiel répond aux conditions prévues au § 1<sup>er</sup>.

§ 4. Pour délivrer une attestation d'admissibilité, le Conseil d'intégration comprend obligatoirement un membre du personnel enseignant ayant obtenu un congé pour mission en application de l'article 5 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française affecté au service des Jurys, ci-après dénommé le délégué du Jury, qui intervient en tant qu'expert.

§ 5. Le Gouvernement fixe le modèle de l'attestation d'admissibilité.

§ 6. Un recours motivé peut être introduit auprès du Gouvernement par les personnes qui exercent en droit ou en fait l'autorité parentale sur l'élève primo-arrivant ou assimilé ou par l'élève, si personne n'exerce en droit ou en fait l'autorité parentale à son égard.

Le Gouvernement rejette ou approuve l'attestation d'admissibilité émise par le Conseil d'intégration. En cas de rejet, une nouvelle proposition d'attestation d'admissibilité est établie par le Conseil d'intégration de l'établissement où l'élève est inscrit.

Le Chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, informe les personnes qui exercent en droit ou en fait l'autorité parentale sur l'élève primo-arrivant ou assimilé, ou l'élève, si personne n'exerce en droit ou en fait l'autorité parentale à son égard, du droit de recours visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans les 3 jours ouvrables scolaires à dater de la délivrance de l'attestation d'admissibilité. Le recours doit être introduit dans les 10 jours ouvrables scolaires à dater de la délivrance de l'attestation d'admissibilité.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Une convention de partenariat peut être conclue, après avis de l'organe local de concertation sociale, pour deux ans renouvelables, entre un établissement organisant un DASPA et un ou plusieurs établissements partenaires selon les formes déterminées par le Gouvernement. Le partenariat mis en place vise les objectifs suivants :

- L'échange de pratiques et d'outils pédagogiques ainsi que l'organisation de la concertation entre enseignants en charge des élèves primo-arrivants ou assimilés.

- La mutualisation et l'optimisation des moyens d'encadrement prévus aux articles 5, §§ 2 et 3, 6, §§ 2 et 3, pour favoriser l'intégration de l'élève primo-arrivant ou assimilé dans une année d'étude pour l'enseignement secondaire ou d'âge pour l'enseignement maternel, primaire ou fondamental.

§ 2. En cas de convention de partenariat, les élèves primo-arrivants ou assimilés de l'ensemble des établissements partenaires sont totalisés afin de calculer l'encadrement prévu.

§ 3. Chaque établissement partenaire ne peut conclure qu'un seul et unique partenariat avec un établissement organisant un DASPA.

**Art. 20.** Les écoles partenaires et l'école porteuse du DASPA déterminent le nombre de périodes d'encadrement prévues au Chapitre 3 du Titre I qui revient à chacune d'elles en fonction du nombre d'élèves accueillis ou de tout autre critère précisé dans la convention de partenariat.

La répartition qui sera décidée ne pourra être modifiée entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 30 septembre de l'année scolaire qui suit sauf en cas d'accord des parties et doit être communiquée aux Services du Gouvernement.

L'engagement ou la désignation du personnel enseignant dans le DASPA est déterminé en fonction de l'accord de répartition de périodes tel que décidé lors de la conclusion du partenariat.

Le transfert des périodes visées aux articles 5, §§ 2 et 3, 6, §§ 2 et 3, est autorisé entre établissements de mêmes pouvoirs organisateurs ou de pouvoirs organisateurs différents lorsque ces établissements sont associés à la tâche d'insertion des primo-arrivants.

### TITRE III. — *De l'utilisation des périodes d'encadrement, de l'évaluation des dispositifs et de la formation continuée des enseignants*

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *L'utilisation des moyens d'encadrement*

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un établissement organise un DASPA, il utilise les périodes visées aux articles 5, §§ 2 et 3, 6, §§ 2 et 3, et 7 au bénéfice exclusif des élèves primo-arrivants ou assimilés qu'ils soient scolarisés dans un DASPA ou qu'ils l'ont été l'année scolaire précédente, afin d'améliorer le suivi scolaire suite à son intégration dans une classe d'âge ou une année d'études.

§ 2. Lorsqu'un établissement organise un dispositif d'accompagnement FLA, il utilise les périodes visées aux articles 5, §§ 2 et 4, et 6, § 2, au bénéfice exclusif des élèves qui les ont générées.

§ 3. En cas de violation des paragraphes précédents, le Gouvernement peut dans le respect de la procédure énoncé au paragraphe 4, prononcer une des sanctions suivantes :

1° l'avertissement;

2° une amende dont le montant ne peut être inférieur à € 250 ni excéder € 2 500;

3° en cas de récidive dans un délai de cinq ans, le retrait pour l'année scolaire en cours, de la totalité des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause.

A défaut de mise en conformité dans un délai de trois mois suivant la notification de la sanction, le Gouvernement fait retrancher des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause le montant de l'amende majorée de 2,5 %.

§ 4. Dès qu'une plainte ou qu'un fait susceptible de constituer une violation ou un manquement aux paragraphes précédents est porté à sa connaissance, les services du Gouvernement instruisent le dossier et peuvent entendre à cet effet toute personne pouvant contribuer utilement à son information.

Lorsqu'elle dispose d'éléments indiquant qu'une infraction a été commise, l'Administration notifie ses griefs au pouvoir organisateur concerné. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites.

Le Gouvernement statue dans les soixante jours ouvrables scolaires qui suivent la clôture du délai visé à l'alinéa 2.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement maternel, primaire et fondamental, les périodes visées aux articles 5 et 7 sont utilisées conformément au décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

§ 2. Dans l'enseignement secondaire, les périodes visées aux articles 6 et 7 sont utilisées conformément au décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

§ 3. Le Gouvernement détermine les compétences particulières telles que prévues à l'article 35 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

§ 4. A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2020, l'enseignant engagé ou désigné à titre temporaire ou à titre définitif doit avoir suivi une formation spécifique relative à l'apprentissage du français langue étrangère ou de scolarisation en ce compris une formation relative à la médiation interculturelle lors de sa formation initiale ou, à défaut, avoir suivi une formation telle que visée à l'article 23 ou apporter la preuve de sa demande d'inscription durant l'année scolaire concernée.

#### CHAPITRE II. — *De la formation continuée des enseignants*

**Art. 23.** Des formations en cours de carrière des membres du personnel œuvrant ou désirant œuvrer dans les DASPA ou les dispositifs d'accompagnement FLA sont organisées dans l'enseignement maternel, primaire, fondamental ordinaire, conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, et dans l'enseignement secondaire ordinaire, conformément à l'article 5, 1°, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psychomédicosociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière. Ces formations peuvent également être suivies par d'autres membres du personnel de l'équipe éducative, dans la limite des places disponibles.

Jusqu'à l'année scolaire 2021-2022, une priorité d'inscription et de fréquentation à ces formations est accordée aux agents définitifs et temporaires prioritaires œuvrant, durant l'année scolaire 2018-2019, dans des DASPA ou dans les périodes d'adaptation à la langue de l'enseignement prévues par l'article 32 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

#### CHAPITRE III. — *Création d'un Comité de monitoring*

**Art. 24.** Le Gouvernement procède, au minimum tous les 3 ans, à une analyse des données disponibles relatives à la proportion d'élèves primo-arrivants, assimilés et FLA bénéficiant de périodes visées à l'article 5, § 2, § 3, § 4, et à l'article 6, §§ 2 et 3. Un Comité de monitoring est créé et composé pour la Communauté française de représentants des Services du Gouvernement comprenant notamment le Service général de l'Inspection, la Direction générale de l'enseignement obligatoire, le Service général du pilotage du Système éducatif. Le rapport de l'analyse est transmis au Ministre du Budget, au Ministre de l'Éducation et à la Commission du pilotage du système éducatif.

Le comité a pour mission d'effectuer une évaluation du parcours scolaire des élèves primo-arrivants, assimilés et FLA, d'évaluer l'impact budgétaire du nombre d'élèves concernés par les dispositions du présent décret, d'analyser l'implémentation des dispositifs et des partenariats dans le plan de pilotage visé à l'article 67, § 2, du décret du 24 juillet 1997 et d'effectuer une évaluation de l'orientation des élèves intégrés sur base de l'attestation d'admissibilité ou d'une équivalence de diplôme ainsi que de la durée de passage des élèves en DASPA. Le premier rapport sera effectué pour le 30 novembre 2020 au plus tard.

**Art. 25.** Le Gouvernement évalue la mise en œuvre des articles du présent décret, et en fait rapport au Parlement au cours de l'année scolaire 2022-2023.

#### TITRE IV. — *Des dispositions transitoires, modificatives, abrogatoires et finales*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition transitoire*

**Art. 26.** Pour l'année scolaire 2019-2020, pour les élèves inscrits pour la première fois dans un établissement scolaire organisant un DASPA au 1<sup>er</sup> octobre 2018 pour l'enseignement secondaire ou au 30 septembre 2018 pour l'enseignement maternel, primaire ou fondamental, ou qui ont bénéficié au 30 septembre 2018 des périodes d'adaptation à la langue de l'enseignement prévues par l'article 32 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les périodes complémentaires et DASPA prévues aux articles 5, § 2 et 3, 6, § 2 et 3, sont octroyées à la date du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Par dérogation à l'article 4, § 3, la durée prévue pour la prise en compte de ces élèves pour le calcul des périodes complémentaires est de 12 mois civils à partir du 30 septembre 2019.

Les périodes et les périodes-professeurs calculées pour l'année scolaire 2018-2019 dans le cadre du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française sont prolongées jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2019.

##### CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 3, § 3, alinéa 5, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié, le 4<sup>o</sup> est rédigé de la manière suivante : « 4<sup>o</sup> élève de l'enseignement secondaire ordinaire inscrit dans le premier degré différencié ou en DASPA tel que défini à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française : € 654,64; ».

§ 2. A l'article 24, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, il est ajouté un 18<sup>o</sup> formulé comme suit : « 18<sup>o</sup> se conformer aux dispositions du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. ».

**Art. 28.** Un paragraphe 2 est ajouté à l'article 12 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement et est rédigé comme suit :

« § 2. Les élèves primo-arrivants ou assimilés inscrits dans une année d'études ou d'âge ou qui ont été scolarisés dans un DASPA l'année précédente conformément aux dispositions du Chapitre 2 du Titre II du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ne peuvent être dispensés de l'étude de la seconde langue qu'avec l'accord de ceux qui exercent en droit ou en fait l'autorité parentale à leur égard ou avec leur accord, si personne n'exerce en droit ou en fait l'autorité parentale à leur égard. ».

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 37 du décret du 13 juillet 1998 précité, l'alinéa 3 est supprimé et l'alinéa 6, devenant l'alinéa 5, est remplacé comme suit : « Les transferts des périodes octroyées dans le cadre du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, sont autorisés entre établissements de mêmes pouvoirs organisateurs ou de pouvoirs organisateurs différents lorsque ces établissements sont associés à la tâche d'insertion des primo-arrivants conformément aux articles 17 et 18 du décret du 7 février 2019 précité. ».

§ 2. A l'article 41, § 2, du décret du 13 juillet 1998 précité, l'alinéa 4 est supprimé et l'alinéa 5, devenant l'alinéa 4, est remplacé par : « Les élèves tels que définis à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ou qui l'ont été dans une des deux années scolaires précédentes sont comptés pour 1,5. ».

**Art. 30.** Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 6 du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques, le 18<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 18<sup>o</sup> Du respect du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, dans les établissements qui bénéficient de périodes d'encadrement pour l'organisation d'un DASPA ou d'un dispositif d'accompagnement, et de participer à l'évaluation du dispositif. ».

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. L'alinéa 2 de l'article 5 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française est modifié comme suit : « La fonction d'enseignante d'instituteur maternel s'exerce au niveau de l'enseignement maternel ordinaire et spécialisé, dans l'enseignement primaire spécialisé de maturité I et de maturité II de type 2 et dans l'enseignement primaire ordinaire en application du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. ».

§ 2. L'alinéa 3 de la de l'article 5 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française est modifié comme suit : « La fonction enseignante d'instituteur primaire s'exerce au niveau de l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé ainsi que dans l'enseignement maternel ordinaire en application du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Le titre de la sous-section IV du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française est modifié comme suit : « Sous-section IV : Disposition dérogatoire aux règles de priorisation touchant certaines fonctions s'exerçant dans l'enseignement spécialisé et dans l'enseignement ordinaire ».

§ 2. Les termes « et dans l'enseignement ordinaire en application du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française » sont insérés à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 35 entre les mots « organisant l'enseignement spécialisé » et les mots « qui est porteur pour sa fonction d'un titre de capacité autre que requis ».

§ 3. Les mots « Dans l'enseignement spécialisé, » sont ajoutés à la première ligne de l'alinéa 3 de l'article 35.

§ 4. Un alinéa 4 à l'article 35 est rajouté et libellé comme suit : « Dans l'enseignement ordinaire en application du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les compétences particulières sont arrêtées par le Gouvernement sur proposition du Conseil général de l'enseignement fondamental visé par le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental ou sur proposition du Conseil général de concertation prévu au décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire. ».

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Les alinéas 2 et 4 du paragraphe 2 de l'article 26bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, sont modifiés comme suit :

« Par dérogation dans l'enseignement spécialisé et ordinaire, l'alinéa précédent ne s'applique pas si le membre du personnel désigné à titre temporaire qui occupe les emplois vacants peut justifier d'une compétence particulière telle que définie par l'article 35, alinéas 2, 3 et 4 du décret 11 avril 2014. ».

§ 2. L'alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 167 du même arrêté est rédigé comme suit :

« Par dérogation dans l'enseignement spécialisé et ordinaire, l'alinéa précédent ne s'applique pas si le membre du personnel désigné à titre temporaire qui occupe les emplois vacants peut justifier d'une compétence particulière telle que définie par l'article 35, alinéas 2, 3 et 4 du décret 11 avril 2014. ».

§ 3. L'alinéa 2 de l'article 167bis du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation dans l'enseignement spécialisé et ordinaire, l'alinéa précédent ne s'applique pas si le membre du personnel désigné à titre temporaire qui occupe les emplois vacants peut justifier d'une compétence particulière telle que définie par l'article 35, alinéas 2, 3 et 4 du décret 11 avril 2014. ».

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. A l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique libres subventionnés, les mots « et ordinaire » sont insérés entre le mot « spécialisé » et les mots « pour l'application ».

§ 2. Le deuxième tiret de l'alinéa 2 de l'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« — ou ne possédant pas cette ancienneté, peut justifier d'une formation spécifique ou complémentaire attestée, conformément à l'article 35 du décret du 11 avril 2014, par un document établi par l'organisme qui a dispensé cette formation. Pour l'enseignement spécialisé, cet organisme doit être repris dans la liste fixée par le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé ou par le Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire, pour l'enseignement ordinaire. ».

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. L'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 4 de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, les mots « et ordinaire » sont insérés entre le mot « spécialisé » et les mots « pour l'application ».

§ 2. Le deuxième tiret de l'alinéa 2 du paragraphe 4 de l'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« — ou ne possédant pas cette ancienneté, peut justifier d'une formation spécifique ou complémentaire attestée, conformément à l'article 35 du décret du 11 avril 2014, par un document établi par l'organisme qui a dispensé cette formation. Pour l'enseignement spécialisé, cet organisme doit être repris dans la liste fixée par le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé ou par le Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire, pour l'enseignement ordinaire. ».

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. A l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 4 de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial, les mots « et ordinaire » sont insérés entre le mot « spécialisé » et les mots « pour l'application ».

§ 2. Le deuxième tiret de l'alinéa 2 du paragraphe 4 de l'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« — ou ne possédant pas cette ancienneté, peut justifier d'une formation spécifique ou complémentaire attestée, conformément à l'article 35 du décret du 11 avril 2014, par un document établi par l'organisme qui a dispensé cette formation. Pour l'enseignement spécialisé, cet organisme doit être repris dans la liste fixée par le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé ou par le Conseil général de l'enseignement fondamental, pour l'enseignement ordinaire. ».

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. A l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 4 de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement du 28 août 1995 de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial, les mots « et ordinaire » sont insérés entre le mot « spécialisé » et les mots « pour l'application ».

§ 2. Le troisième tiret du paragraphe 4 de l'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« — ou ne possédant pas cette ancienneté, peut justifier d'une formation spécifique ou complémentaire attestée, conformément à l'article 35 du décret du 11 avril 2014, par un document établi par l'organisme qui a dispensé cette formation. Pour l'enseignement spécialisé, cet organisme doit être repris dans la liste fixée par le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé ou par le Conseil général de l'enseignement fondamental, pour l'enseignement ordinaire. ».



**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Les points 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'article 9 bis de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers sont remplacés par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> 76 € pour une demande d'équivalence au certificat d'études de base ou à un titre d'études permettant l'admission en 1<sup>re</sup> année commune ou différenciée de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice. Par dérogation à ce qui précède, aucun frais n'est demandé pour les demandeurs ayant poursuivi leur scolarité dans un des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement reconnu par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) arrêté au 1<sup>er</sup> janvier 2003;

2<sup>o</sup> 76 € pour une demande d'équivalence à une attestation de fréquentation de la 1<sup>re</sup> année différenciée, à un rapport de compétences acquises délivré à l'issue de la première année commune ou encore à une attestation d'orientation délivrée à l'issue de l'une des autres années de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice. Par dérogation à ce qui précède, aucun frais n'est demandé pour les demandeurs ayant poursuivi leur scolarité dans un des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement reconnu par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) arrêté au 1<sup>er</sup> janvier 2003. ».

§ 2. Aucun frais ne peut être demandé pour une orientation sur base de l'âge aux élèves ayant poursuivi leur scolarité dans un des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement reconnu par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) arrêté au 1<sup>er</sup> janvier 2003 et qui ne satisfont pas aux dispositions relatives à la procédure d'équivalence des diplômes.

#### CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoires

**Art. 39.** L'article 32 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement est abrogé.

**Art. 40.** Le décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française est abrogé.

#### CHAPITRE IV. — Disposition finale

**Art. 41.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2019.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 38 produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 février 2019.

Le Ministre-Président et Ministre en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

—  
Note

*Session 2018-2019.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 731-1. – Rapport de commission, n° 731-2. – Texte adopté en commission, n° 731-3 – Amendement(s) en séance, n° 731-4. – Texte adopté en séance plénière, n° 731-5

*Compte-rendu intégral.* – Discussion et adoption. Séance du 6 février 2019.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/40713]

**7 FEBRUARI 2019.** — Decreet betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### TITEL I. — Toepassingsgebied, definities, doelstellingen en berekening van de omkadering

##### HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en definities

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op de inrichtingen voor gewoon, kleuter-, lager, basis- en secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> *nieuwkomer* : de leerling die aan alle volgende voorwaarden voldoet :

a) op 30 september minstens 2 jaar en 6 maanden oud zijn en jonger dan 18 jaar;

b) ofwel, een aanvraag tot erkenning als vluchteling hebben ingediend of als vluchteling erkend zijn overeenkomstig de wet van 15 december betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ofwel, een minderjarige begeleider zijn van een persoon die een aanvraag tot

erkenning als vluchteling heeft ingediend of als vluchteling erkend is overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ofwel, onderdaan zijn van een begunstigd land van ontwikkelingshulp van de Commissie voor ontwikkelingsbijstand van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling, opgenomen in de lijst die is opgesteld op 1 januari 2012, ofwel, erkend worden als stateloos.

*De Regering kan voor een bepaalde duur andere landen toevoegen aan de lijst van ontwikkelingslanden waarnaar wordt verwezen in het vorige lid, wanneer zij van oordeel is dat deze landen zich in een ernstige crisis bevinden;*

c) minder dan een jaar op het nationale grondgebied zijn aangekomen;

2 ° *leerling gelijkgesteld met een nieuwkomer* : de leerling die aan alle volgende voorwaarden voldoet :

a) uiterlijk op 31 december van het betrokken schooljaar ten minste 5 jaar oud zijn en jonger dan 18 jaar;

b) ofwel, een aanvraag tot erkenning als vluchteling hebben ingediend of als vluchteling erkend zijn overeenkomstig de wet van 15 december betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ofwel, een minderjarige begeleider zijn van een persoon die een aanvraag tot erkenning als vluchteling heeft ingediend of als vluchteling erkend is overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ofwel, onderdaan zijn van een begunstigd land van ontwikkelingshulp van de Commissie voor ontwikkelingsbijstand van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling, opgenomen in de lijst die is opgesteld op 1 januari 2003, ofwel, erkend worden als stateloos.

*De Regering kan voor een bepaalde duur andere landen toevoegen aan de lijst van ontwikkelingslanden waarnaar wordt verwezen in het vorige lid, wanneer zij van oordeel is dat deze landen zich in een ernstige crisis bevinden;*

c) een school bezoeken die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd sedert minder dan drie maanden;

d) onvoldoende vertrouwd zijn met de onderwijstaal om zich met succes aan te passen aan de activiteiten van zijn leeftijdsgroep voor het kleuter-, lager of basisonderwijs of het studiejaar dat wordt overwogen voor het secundair onderwijs. De Regering bepaalt de nadere regels voor het nagaan van de voldoende kennis van de onderwijstaal;

3 ° *FLA-leerling – Frans als leertaal* : de leerling die in kleuter-, lager en basisonderwijs alle volgende voorwaarden samenbrengt :

a) op ten laatste 31 december van het betrokken schooljaar minstens 4 jaar oud zijn;

b) de onderwijstaal niet beheersen om zich met succes aan te passen aan de activiteiten van zijn leeftijdsgroep. De Regering bepaalt de procedures voor het nagaan van de bekwaamheid inzake onderwijstaal;

c) geen taalbadonderwijs volgen als bedoeld in het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs;

4 ° *FLA-begeleidingssysteem* : een onderwijsstructuur gericht op het leren van de onderwijstaal in het gewone kleuter-, lager of secundair onderwijs om de doelstellingen van artikel 3 te verwezenlijken;

5 ° *DASPA* (een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers) : een onderwijsstructuur gericht op het onthaal, de scholarisatie en integratie van nieuw aangekomen leerlingen en gelijkgestelde leerlingen in het gewoon onderwijs vanaf het derde jaar van het kleuteronderwijs, in het lager of secundair onderwijs, om de doelstellingen van artikel 3 te bereiken;

6 ° *decreet van 24 juli 1997* : decreet dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

7 ° *onthaalstructuur* : structuur voor vluchtelingencandidaten georganiseerd door de federale staat of in naam van de federale staat of als gevolg van overeenkomsten gesloten met de federale staat;

8 ° *niet-geletterde leerling* : een leerling die nog nooit is ingeschreven, nog nooit een school heeft gevolgd of die maximaal één schooljaar in zijn land van herkomst naar school is geweest en die noch kan lezen, noch kan schrijven op het moment van zijn inschrijving in een school;

9 ° *geleidelijke integratie* : organisatie voor studenten die zijn ingeschreven in een DASPA, van een geïndividualiseerde onderdompeling gedurende meerdere specifieke lestijden in een klasse van dezelfde inrichting of in een klasse van andere inrichtingen wanneer zij worden geassocieerd met de opdracht van integratie van nieuwkomers en geassimileerde leerlingen;

10 ° *uitzonderlijke verhoging* : verhoging van ten minste 8 nieuwkomers of gelijkgestelde leerlingen na de opening van een onthaalstructuur of de opening van nieuwe plaatsen in een bestaande onthaalstructuur of de toename van 8 leerlingen die nieuwkomers of daarmee gelijkgestelde leerlingen zijn op een school;

11 ° *Integratieraad* : onderwijsinstantie die tot doel heeft de optimale integratie te bevorderen van de leerling die school loopt bij een DASPA in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK II. — *Doelstellingen van het decreet*

**Art. 3.** Het decreet heeft de volgende doelstellingen :

1 ° zorgen voor de ontvangst, oriëntatie en optimale integratie van nieuwkomers, gelijkgestelde en FLA-leerlingen in het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

2 ° een school- en pedagogische begeleiding voorstellen bestemd voor de educatieve profielen van nieuwkomers, gelijkgestelde leerlingen en FLA en gekoppeld aan problemen bij het beheersen van de onderwijstaal en de schoolcultuur, onder meer door het verlenen van lestijden voor het leren van de onderwijstaal;

3 ° voor een bepaalde duur, een voorstel van intermediaire scholarisatie met een geleidelijke integratie vóór de integratie, op termijn, in een studiejaar, in overeenstemming met artikel 15, voor nieuwkomers en gelijkgestelde leerlingen.

#### HOOFDSTUK III. — *Berekening van de begeleiding van nieuwkomers, gelijkgestelde leerlingen en FLA-leerlingen*

**Art. 4. § 1.** Complementaire begeleiding wordt geboden voor nieuw aangekomen, geassimileerde en FLA-studenten. Deze extra begeleiding is vastgesteld op 0,4 per leerling.

§ 2. Het resultaat van de berekening van de aanvullende lestijden bedoeld in de artikelen 5, §§ 2 en 4, en 6, § 2 wordt afgerond tot de volgende eenheid wanneer de eerste decimaal gelijk aan of groter dan 5 is, tot de onderste eenheid in andere gevallen. Bij uitzondering, als er maar één student is, wordt het aantal tot de hogere eenheid afgerond.

§ 3. De nieuwkomer wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de in artikel 5, § 2 en 6, § 2 bedoelde aanvullende lestijden, voor een duur van 24 opeenvolgende kalendermaanden vanaf de datum van eerste inschrijving in een inrichting voor gewoon, kleuter-, lager, basis- of secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De leerling gelijkgesteld met de nieuwkomer wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de in artikel 5, § 2 en 6, § 2 bedoelde aanvullende lestijden, voor een duur van 24 opeenvolgende kalendermaanden na de datum waarop aan de bij artikel 2, 2°, bedoelde voorwaarden voor de eerste keer wordt voldaan.

De FLA-student wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de in artikel 5, § 4 bedoelde bijkomende lestijden, voor een duur van 24 opeenvolgende kalendermaanden vanaf de datum waarop aan de in artikel 2, 3 genoemde voorwaarden voor de eerste keer wordt voldaan.

**Art. 5.** § 1. In het kleuter-, lager en basisonderwijs worden de nieuwkomers, geassimileerde en FLA-leerlingen meegerekend in overeenstemming met de bepalingen van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.

§ 2. Voor nieuwkomers en gelijkgestelde leerlingen wordt de aanvullende omkadering bedoeld in artikel 4, § 1, berekend per vestiging en per niveau op basis van het aantal studenten ingeschreven op 30 september en 15 januari met inachtneming van de volgende berekeningsmethode :

- De in artikel 4, § 1, bedoelde aanvullende omkadering wordt berekend van 1 tot 30 september van het bedoelde schooljaar op basis van het aantal nieuwkomers of gelijkgestelde studenten ingeschreven op 15 januari van het voorgaande schooljaar.

- Per 1 oktober is het aantal toegekende extra-lestijden berekend op basis van het aantal nieuwkomers en gelijkgestelden op 30 september. Deze lestijden worden toegekend van 1 oktober tot 30 juni van het bedoelde schooljaar;

- Wanneer er een positief verschil van meer dan 10 procent tussen het aantal studenten tot en met 15 januari en het aantal nieuwkomers en gelijkgestelden op basis waarvan aanvullende lestijden werden toegekend per 1 oktober wordt het aantal aanvullende lestijden toegekend vanaf 16 januari, berekend op basis van het aantal nieuwkomers en gelijkgestelde leerlingen die op 15 januari ingeschreven waren. De toekenning van deze lestijden wordt verlengd tot 30 juni van het bedoelde schooljaar.

Als een inrichting geen nieuwkomers of gelijkgestelde leerlingen meer zal verwelkomen op de dag van het tellen van 15 januari, wordt de aanvullende begeleiding bedoeld in artikel 4 afgeschaft vanaf 16 januari.

§ 3. Wanneer een schoolinrichting voor kleuter-, lager en basisonderwijs een DASPA-stelsel organiseert overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk 2 van Titel II, geniet ze een forfaitair aantal lestijden van 12 voor de eerste 8 nieuwkomers of gelijkgestelde leerlingen ingeschreven op 30 september van het lopende schooljaar. Een extra 12 lestijden worden toegekend per volledig blok van 12 extra studenten die zijn ingeschreven voor een DASPA-stelsel.

§ 4. Voor FLA-leerlingen, wordt de aanvullende omkadering bedoeld bij artikel 4, § 1 verleend, per vestiging en per niveau, op basis van het aantal leerlingen ingeschreven op 30 september. De toekenning van deze lestijden wordt verlengd tot volgend 30 september.

**Art. 6.** § 1. In het secundair onderwijs worden de nieuwkomers en gelijkgestelde leerlingen, die regelmatig in een studiejaar zijn ingeschreven, meegeteld bij de leerlingen van de overeenkomstige categorie voor de berekening van de omkadering overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

De omkadering van nieuwkomers die niet ingeschreven zijn in een bepaald studiejaar, wordt berekend volgens de nadere regels uiteengezet in artikel 3, lid 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 tot uitvoering van bovengenoemd decreet van 29 juli 1992, op voorwaarde dat de inrichting voor secundair onderwijs een DASPA organiseert in overeenstemming met de bepalingen van hoofdstuk 2 van titel II.

§ 2. Voor nieuwkomers en gelijkgestelde leerlingen, wordt de aanvullende omkadering als bedoeld in artikel 4, § 1, berekend per vestiging, op basis van het aantal leerlingen ingeschreven op 1 oktober en 15 januari met inachtneming van de volgende methode van berekening :

- De in artikel 4, § 1, bedoelde aanvullende omkadering wordt berekend van 1 tot 30 september van het bedoelde schooljaar op basis van het aantal nieuwkomers of gelijkgestelde studenten ingeschreven op 15 januari van het voorgaande schooljaar.

- Per 1 oktober is het aantal toegekende extra-lestijden berekend op basis van het aantal nieuwkomers en gelijkgestelden op 30 september. Deze lestijden worden toegekend van 1 oktober tot 30 juni van het bedoelde schooljaar;

- Wanneer er een positief verschil van meer dan 10 procent tussen het aantal studenten tot en met 15 januari en het aantal nieuwkomers en gelijkgestelden op basis waarvan aanvullende lestijden werden toegekend per 1 oktober, wordt het aantal aanvullende lestijden toegekend vanaf 16 januari, berekend op basis van het aantal nieuwkomers en gelijkgestelde leerlingen die op 15 januari ingeschreven waren. De toekenning van deze lestijden wordt verlengd tot 30 juni van het bedoelde schooljaar.

Als een inrichting geen nieuwkomers of gelijkgestelde studenten meer zal verwelkomen op de dag van het tellen van 15 januari, wordt de aanvullende begeleiding bedoeld in artikel 4 afgeschaft vanaf 16 januari.

§ 3. Wanneer een schoolinrichting voor secundair onderwijs een DASPA organiseert overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk 2 van Titel II, geniet ze een forfaitair aantal lestijden van 12 voor de eerste 8 nieuwkomers of gelijkgestelde leerlingen ingeschreven op 30 september van het lopende schooljaar. Een extra 12 lestijden worden toegekend per volledig blok van 12 extra studenten die zijn ingeschreven voor een DASPA.

**Art. 7.** De Regering kan te allen tijde de in artikel 5, §§ 2 en 3, en 6, §§ 2 en 3 bedoelde lestijden toekennen aan een schoolinrichting die geconfronteerd wordt met een uitzonderlijke verhoging. Het met redenen omklede verzoek om lestijden wordt door het inrichtingshoofd aan haar gericht in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs. De verlening van de in artikel 5, § 2, en artikel 6, § 2, bedoelde lestijden is geldig tot de volgende datum van berekening.

**TITEL II. — De organisatie van een FLA-begeleidingssysteem en een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers en geassimileerde leerlingen**

**HOOFDSTUK I. — Organisatie van het FLA- begeleidingssysteem**

**Art. 8. § 1.** In het kleuter-, lager of basisonderwijs wordt een FLA- begeleidingssysteem georganiseerd in schoolinrichtingen die FLA-studenten schoollessen bieden. Het bestaat uit het organiseren van lestijden van versterking, begeleiding of aanpassing om de kennis en beheersing van de taal van het onderwijs en de schoolcultuur te verstevigen en te verwerven. Dit systeem is ook, waar van toepassing, georganiseerd voor nieuwkomers en geassimileerde leerlingen wanneer er geen DASPA in de school wordt georganiseerd.

§ 2. In het secundair onderwijs wordt, waar van toepassing, een FLA-begeleidingssysteem georganiseerd voor nieuwkomers en geassimileerde studenten wanneer er geen DASPA is georganiseerd in de school.

**Art. 9.** Voor de organisatie van haar systeem, bouwt de school een FLA-begeleidingsproject op volgens de nadere regels bepaald door de Regering en inzonderheid met de volgende elementen :

- de profielen van de leerkrachten die bij het FLA-stelsel zullen worden betrokken met betrekking tot de doelstellingen uiteengezet in artikel 3;
- een gedetailleerde beschrijving van het FLA-begeleidingssysteem met betrekking tot de in artikel 3 uiteengezette doelstellingen, met inbegrip van mogelijke partnerschappen en specifieke ondersteuningsmaatregelen voor nieuwkomers en geassimileerde leerlingen;
- het gebruik van aanvullende omkaderingslestijden als bedoeld in de artikelen 21 en 22;
- de nodige opleiding voor de leden van het onderwijzend personeel zoals vermeld in de bepalingen waarnaar in artikel 23 wordt verwezen;
- het aantal FLA-leerlingen dat op 30 september van het lopende jaar is ingeschreven voor kleuter-, lager en basisonderwijs;
- in het geval dat er een FLA-begeleidingssysteem wordt ingericht voor nieuwkomers en gelijkgestelde leerlingen, het aantal nieuwkomers of gelijkgestelde leerlingen ingeschreven op 30 september voor kleuter-, lager, basisonderwijs en op 1 oktober voor secundair onderwijs in de inrichting.

Dit stelsel is opgenomen in het sturingsplan bedoeld in artikel 67, § 2, van het decreet van 24 juli 1997.

**HOOFDSTUK II. — Organisatie van een onthaal- en scholarisatiesysteem voor nieuwkomers en geassimileerde leerlingen**

**Art. 10. § 1.** Het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, kan op 1 oktober, voor het kleuter-, lager, basis- of secundair onderwijs, een DASPA organiseren wanneer ten minste acht nieuwkomers of gelijkgestelde leerlingen in zijn school worden opgenomen. Hij(zij) informeert de Regeringsdiensten.

§ 2. Een DASPA kan na 1 oktober worden georganiseerd in geval van een uitzonderlijke verhoging in een schoolinrichting. De in artikel 5, § 3, en artikel 6, § 3, genoemde lestijden worden berekend op basis van het aantal nieuwkomers of gelijkgestelde leerlingen die zijn ingeschreven bij een DASPA en toegekend vanaf de maand volgend op de ontvangst van het met redenen omkleed verzoek door de Regeringsdiensten.

§ 3. De schoolinrichting die een DASPA organiseert, behoudt tot 30 september van het volgende schooljaar de in artikel 5, leden 3 en 3, bedoelde lestijden. De omkadering wordt op 1 oktober verlengd overeenkomstig het bepaalde in artikel 5, lid 3 en artikel 6, lid 3, zolang de school minimum voor acht nieuwkomers of geassimileerde leerlingen lessen organiseert. Als een inrichting die aan deze voorwaarde voldoet, niet langer een DASPA wenst te organiseren, informeert zij de Regeringsdiensten per aangetekende brief uiterlijk op 30 juni. Het DASPA van deze instelling is gesloten vanaf 1 september van het volgende schooljaar.

§ 4. De Algemene Raad voor basisonderwijs bedoeld in het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen of de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, wordt op de hoogte gebracht van het aantal stelsels die op het begin van elk schooljaar worden georganiseerd en van de stelsels die tijdens het schooljaar worden geopend.

**Art. 11.** Voor de organisatie van het DASPA bouwt de school een project op voor het onthaal en de scholarisatie van de nieuwkomers of geassimileerde leerlingen volgens de door de Regering bepaalde nadere regels en omvat inzonderheid de volgende elementen :

- de profielen van de leden van het onderwijzend personeel die bij het DASPA zullen worden betrokken met betrekking tot de in artikel 3 uiteengezette doelstellingen en de specifieke leerdoelen voor het DASPA als bedoeld in artikel 14, lid 1;
- een gedetailleerde beschrijving van het DASPA-project met betrekking tot de in artikel 3 vermelde doelstellingen, met inbegrip van mogelijke partnerschappen;
- het gebruik van omkaderinglestijden als bedoeld in de artikelen 21 en 22;
- de nodige opleiding van leden van het onderwijzend personeel zoals bedoeld in de bepalingen waarnaar in artikel 23 wordt verwezen;
- het aantal nieuwkomers of gelijkgestelde leerlingen dat op 30 september ingeschreven was voor kleuter-, lager of basisonderwijs of op 1 oktober voor het secundair onderwijs in de inrichting.

De organisatie van het DASPA is opgenomen in het sturingsplan bedoeld in artikel 67, § 2, van het decreet van 24 juli 1997.

**Art. 12.** Nieuwkomers en gelijkgestelde leerlingen kunnen worden ingeschreven in een DASPA, hetzij op verzoek, hetzij met instemming van degenen die in rechte of in feite het ouderlijk gezag uitoefenen, hetzij op hun verzoek, hetzij met hun instemming als niemand in rechte of in feite het ouderlijk gezag over hen heeft.

**Art. 13. § 1.** De doorlooptijd in DASPA ligt tussen een week en een jaar. Ze kan met maximaal 6 maanden worden verlengd. Voor beginnende en niet-geletterde nieuwkomers of gelijkgestelde leerlingen kan de duur met maximaal 6 extra maanden worden verlengd. Een leerling die het DASPA geniet, die niet langer voldoet aan de voorwaarden van artikel 2, § 1, 1<sup>o</sup> of 2<sup>o</sup>, wordt in aanmerking genomen bij de berekening van de in artikel 5, § 3 en 6, bedoelde lestijden, en dit totdat hij volledig geïntegreerd wordt in zijn leeftijdsgroep of studiejaar.

In afwijking van lid 1 kan een leerling die is ingeschreven voor het DASPA, waarvan de maximale duur in DASPA eindigt tijdens het derde trimester van het schooljaar, tot het einde van het schooljaar van het stelsel blijven genieten.

§ 2. De verlenging van de doorlooptijd in DASPA, met inachtneming van de perken die in de vorige paragraaf zijn vastgelegd, vloeit voort uit een beslissing van de Integratieraad. De doorlooptijd in DASPA kan alleen worden verlengd met instemming van de ouders of degenen die in rechte of in feite het ouderlijk gezag uitoefenen op de leerling-nieuwkomer of geassimileerd of met de instemming van de nieuwkomer of de daarmee gelijkgestelde leerling indien niemand in feite of in rechte het ouderlijk gezag uitoefent.

§ 3. De nieuwkomer of de daarmee gelijkgestelde leerling is op elk moment van het schooljaar ingeschreven in zijn leeftijdsklasse of zijn studiejaar, hetzij op initiatief van de Integratieraad met instemming van degenen die in rechte of in feite het ouderlijk gezag uitoefenen ten aanzien van hem, of op verzoek van de leerling, indien geen enkele persoon in rechte of in feite het ouderlijk gezag over hem uitoefent of op verzoek van laatstgenoemde, na niet-bindend advies van de Integratieraad.

**Art. 14.** § 1. In het kader van de initiële competenties, eindtermen en eindcompetenties bepaald in toepassing van het decreet van 24 juli 1997, convergeren de competenties waarnaar verwezen wordt in een DASPA, inzonderheid, om de volgende doelstellingen te bereiken :

- 1 ° de prioritaire opdrachten bepaald in artikel 6 van het decreet van 24 juli 1997;
- 2 ° het intensief leren van de Franse taal;
- 3 ° het leren van schoolcultuur;
- 4 ° het gepaste niveau van bijwerking zodat de student zo snel mogelijk een studiejaar kan volgen, indien nodig, in samenwerking met andere schoolinrichtingen om een geschikte oriëntatie mogelijk te maken.

§ 2. In afwijking van de artikelen 4<sup>ter</sup>, 4<sup>quater</sup> en 4<sup>quinq</sup>ues van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs en de artikelen 8, 9 en 10 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, volgen DASPA-leerlingen een schema dat is aangepast aan de vaardigheden bepaald in paragraaf 1. Dit schema moet minimaal 28 wekelijkse lestijden bevatten. Het aantal lestijden dat wordt besteed aan intensief leren van het Frans, aan het leren van de schoolcultuur en aan de opleiding tot sociale wetenschappen alsook aan het onderwijs inzake filosofie en burgerschap, kan echter niet minder zijn dan 16 wekelijkse lestijden en het aantal lestijden dat aan wiskundige en wetenschappelijke opleidingen wordt besteed, mag niet minder dan 8 wekelijkse lestijden bedragen.

§ 3. Onverminderd het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijswetgeving, volgen de leerlingen die in DASPA naar school gaan een tijdschema dat is aangepast aan de in paragraaf 1 omschreven vaardigheden.

**Art. 15.** Geleidelijke integratie wordt door de Integratieraad vastgesteld overeenkomstig artikel 17, lid 2, voor leerlingen die zijn ingeschreven voor een DASPA in een studiejaar aan dezelfde instelling of andere instellingen wanneer deze zijn gekoppeld aan de opdracht om nieuwkomers en geassimileerde personen te integreren overeenkomstig artikel 17.

Geleidelijke integratie kan op elk moment gedurende de eerste 10 maanden in DASPA worden georganiseerd. Na 10 maanden moet de leerling ten minste 6 lestijden per week integreren in zijn leeftijdsgroep of het studiejaar dat in aanmerking wordt genomen. Na 12 maanden moet de student ten minste 12 lestijden per week integreren in zijn leeftijdsgroep of het studiejaar dat in aanmerking wordt genomen. In het geval dat de leerling een verlenging na 18 maanden heeft, moet hij ten minste 18 lestijden per week integreren in zijn leeftijdsklasse of in het studiejaar.

In het secundair onderwijs kan de geleidelijke integratie cursussen in alle drie graden omvatten.

**Art. 16.** § 1. In elke inrichting voor kleuter-, lager, en basisonderwijs die een DASPA organiseren, wordt een Integratieraad voor nieuwkomers, hierna de integratieraad, opgericht. Hij wordt voorgezeten door het bestuur van de school of zijn afgevaardigde en is samengesteld uit de leraren van het studiejaar overeenkomend met de leeftijd van de leerling, een lid van het team van het psycho-medisch-sociaal centrum verantwoordelijk voor de begeleiding van nieuwkomers en, indien nodig, een vertegenwoordiger van het onthaalcentrum belast met de schoolbegeleiding. De voorzitter is vrij om een of twee deskundigen uit te nodigen.

§ 2. In elke inrichting voor secundair onderwijs die een DASPA organiseert, wordt een Integratieraad voor leerlingen die een DASPA genieten, hierna de integratieraad, opgericht. Hij wordt voorgezeten door het inrichtingshoofd en is samengesteld uit de leden van het onderwijsteam belast met de leerlingen die een DASPA bezoeken, een lid van het team van het psycho-medisch-sociaal centrum bevoegd voor de begeleiding van nieuwkomers alsook, indien nodig, een vertegenwoordiger van het onthaalcentrum belast met de schoolbegeleiding. De voorzitter is vrij om een of twee deskundigen uit te nodigen.

§ 3. Ingeval de inrichting die een DASPA organiseert, samenwerkt met een of meer partnerinrichtingen, maken het bestuur en de leerkrachten betrokken bij het DASPA van de partnerinstelling, ook deel uit van de Integratieraad.

**Art. 17.** § 1. De opdracht van de Integratieraad is om de optimale integratie te bevorderen van de leerling die deelneemt aan cursussen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, inclusief de mogelijke voorbereiding van de examencommissie van de Franse Gemeenschap. De Integratieraad komt bijeen op ogenblikken die in het lokale sociale overlegorgaan worden bepaald. De Integratieraad vraagt om instemming van diegenen die in rechte of in feite het ouderlijk gezag uitoefenen, of van de leerling, als niemand in rechte of in feite het ouderlijk gezag uitoefent wanneer de integratie van de leerling wordt overwogen in zijn leeftijdsgroep of studiejaar.

§ 2. Hij organiseert ook de geleidelijke integratie bedoeld in artikel 15. Hij definieert het moment voor het aanvangen van de geleidelijke integratie, het aantal lestijden van integratie en voor het secundair onderwijs de cursussen van het (de) jaar (jaren) van studie waarin de leerling geïntegreerd is, de nadere regels van overleg met het onderwijsteam en de evaluatiecriteria van het geleidelijke integratieproces.

§ 3. Hij verlengt de doorlooptijd in DASPA in de gevallen bepaald in artikel 13. Hij zal inzonderheid zorgen voor de follow-up van het dossier van de leerling van de ene klas naar de andere en van de ene school naar de andere.

§ 4. In het secundair onderwijs kan de Integratieraad voor het secundair onderwijs een attest van ontvankelijkheid uitreiken op de wijze bepaald in artikel 18.

**Art. 18.** § 1. Voor het secundair onderwijs, voor alle nieuwkomers en gelijkgestelde leerlingen die niet beschikken over schooldocumenten om een gelijkwaardigheidsverklaring te bekomen en die een DASPA worden opgenomen sinds minstens 6 maanden, kan de Integratieraad een attest van ontvankelijkheid uitreiken voor even welk jaar van het secundair onderwijs, met uitzondering van het zesde en zevende jaar, in welke vorm en bij welke optie dan ook, en dit in afwijking van de bepalingen betreffende de toelating tot een studiejaar van het secundair onderwijs.

§ 2. Het ontvankelijkheidsattest wordt verleend door de Integratieraad, hetzij op verzoek van de klassenraad, hetzij op verzoek van degenen die in rechte of in feite het ouderlijk gezag uitoefenen op de nieuwkomer of gelijkgestelde leerling, hetzij op verzoek van de student of met zijn toestemming, als niemand in rechte of in feite het ouderlijk gezag uitoefent.

§ 3. Wanneer een Integratieraad voornemens is een attest van ontvankelijkheid uit te reiken, brengt hij de Regering er op de hoogte van, die nagaat of de potentiële begunstigde aan de voorwaarden van § 1 voldoet.

§ 4. Voor het uitreiken van een attest van ontvankelijkheid, moet de Integratieraad een lid van het onderwijzend personeel omvatten dat verlof wegens opdracht heeft gekregen in overeenstemming met artikel 5 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, aangewezen voor de dienst van de Examencommissies, hierna de Examencommissie-afgevaardigde, die optreedt als deskundige.

§ 5. De Regering stelt het model van het attest van ontvankelijkheid vast.

§ 6. Er kan bij de Regering een met redenen omkleed beroep ingesteld worden door de personen die in feite of in rechte het ouderlijk gezag uitoefenen op de nieuwkomer of de gelijkgestelde leerling of door de leerling zelf, als niemand in rechte of in feite het ouderlijk gezag over hem uitoefent.

De Regering verwerpt of keurt het attest van ontvankelijkheid goed dat is uitgegeven door de Integratieraad. In geval van afwijzing wordt een nieuw voorstel voor een attest van ontvankelijkheid opgesteld door de Integratieraad van de instelling waar de student is ingeschreven.

Het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, informeert diegenen die in rechte of in feite het ouderlijk gezag uitoefenen over de nieuwkomer of de ermee geassimileerde persoon, of de leerling, als niemand in rechte of in feite het ouderlijk gezag uitoefent met betrekking tot het recht van beroep in lid 1 binnen de 3 schoolwerkdagen vanaf de datum van afgifte van het attest van ontvankelijkheid. Het beroep moet worden ingesteld binnen 10 schoolwerkdagen na de datum van afgifte van het attest van ontvankelijkheid.

**Art. 19.** § 1. Een partnerschapsovereenkomst kan worden gesloten, na advies van het lokale sociale overlegorgaan, gedurende twee verlengbare jaren, tussen een inrichting die een DASPA organiseert en een of meer partnerinrichtingen in de door de Regering bepaalde vormen. Het opgezette partnerschap heeft de volgende doelstellingen :

- de uitwisseling van onderwijspraktijken en -hulpmiddelen en de organisatie van overleg tussen de leerkrachten die instaan voor nieuwkomers.

- de wederzijdse terbeschikkingstelling en de optimalisatie van de omkaderingsmiddelen bedoeld bij de artikelen 5, §§ 2 en 3, 6, §§ 2 en 3, voor de integratie van de nieuwkomer of de daarmee gelijkgestelde leerling in een studiejaar voor het secundair onderwijs of in een leeftijdsgroep voor kleuter-, lager of basisonderwijs.

§ 2. In het geval van een partnerschapsovereenkomst worden nieuwkomers of de daarmee gelijkgestelde leerlingen van alle partnerinstellingen meegerekend om de geplande omkadering te berekenen.

§ 3. Elke partnerinstelling mag slechts één partnerschap aangaan met een inrichting die een DASPA organiseert.

**Art. 20.** Partnerscholen en de DASPA-dragende school bepalen het aantal omkaderingslestijden bedoeld in Hoofdstuk 3 van titel I voor elk van ze op basis van het aantal studenten ontvangen of enig ander criterium vermeld in de partnerschapsovereenkomst.

De verdeling die zal worden beslist, kan niet worden gewijzigd tussen 1 oktober en 30 september van het volgende schooljaar, behalve met instemming van de partijen en moet worden meegedeeld aan de Regeringsdiensten.

De benoeming of aanstelling van onderwijzend personeel in DASPA wordt bepaald in overeenstemming met de overeenkomst voor de verdeling van lestijden zoals besloten aan het einde van het partnerschap.

De in de artikelen 5, §§ 2 en 3, 6, §§ 2 en 3 bedoelde overdracht van lestijden, is toegestaan tussen inrichtingen van dezelfde inrichtende macht of diverse inrichtende machten wanneer deze inrichtingen geassocieerd worden voor de integratie-opdracht van nieuwkomers.

### **TITEL III. — Het gebruik van omkaderingslestijden, de evaluatie van de stelsels en de voortgezette opleiding van de leerkrachten**

#### **HOOFDSTUK I. — Het gebruik van omkaderingsmiddelen**

**Art. 21.** § 1. Wanneer een inrichting een SOSN organiseert, gebruikt ze de lestijden bedoeld in de artikelen 5, §§ 2 en 3, 6, §§ 2 en 3, en 7 uitsluitend ten voordele van de nieuwkomers of gelijkgestelde ongeacht ze in een SOSN het onderwijs volgen of gevolgd hebben tijdens het vorige schooljaar, om de schoolopvolging te verbeteren ten gevolge van zijn integratie in een leeftijdsklasse of een studiejaar.

§ 2. Wanneer een inrichting een begeleidingsstelsel Franse leertaal organiseert, gebruikt ze de lestijden bedoeld in de artikelen 5, §§ 2 en 4, en 6, § 2, uitsluitend ten voordele van de leerlingen die ze veroorzaakt hebben.

§ 3. Bij schending van de vorige paragrafen kan de Regering, met inachtneming van de procedure bedoeld in paragraaf 4, één van de volgende sancties uitspreken :

1° de verwittiging;

2° een boete waarvan het bedrag niet lager dan € 250 en niet hoger dan € 2 500 mag zijn;

3° bij herhaling binnen een termijn van vijf jaar, de intrekking voor het lopende schooljaar van het geheel van de dotaties of werkingssubsidies van de betrokken school.

Bij gebrek aan naleving binnen een termijn van drie maanden na de kennisgeving van de sanctie, brengt de Regering het bedrag van de boete vermeerderd met 2,5% in mindering op de dotaties of werkingssubsidies van de betrokken school.

§ 4. Zodra een klacht of een gebeurtenis die waarschijnlijk een schending van of een gebrek aan voorgaande paragrafen vormt, ter kennis wordt gebracht, onderzoeken de diensten van de Regering het bestand en kunnen daartoe iedereen horen die op nuttige wijze aan zijn informatie kan bijdragen.

Wanneer zij over informatie beschikt waaruit blijkt dat een strafbaar feit is gepleegd, moet de administratie haar bezwaren bij de betrokken inrichtende macht melden. Deze heeft 30 dagen om het dossier te raadplegen en haar schriftelijke opmerkingen voor te leggen.

De Regering neemt een beslissing binnen de zestig schoolwerkdagen na het einde van de termijn bedoeld in het tweede lid.

**Art. 22.** § 1. In kleuter-, lager- en basisonderwijs worden de in de artikelen 5 en 7 bedoelde lestijden gebruikt in overeenstemming met het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

§ 2. In het secundair onderwijs worden de in de artikelen 6 en 7 bedoelde lestijden gebruikt overeenkomstig het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

§ 3. De Regering bepaalt de bijzondere competenties, zoals bedoeld in artikel 35 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

§ 4. Vanaf 1 september 2020 moet de leerkracht die in tijdelijk of in vast verband aangeworven of aangesteld wordt, een specifieke opleiding gevolgd hebben in verband met het leren van het Frans vreemde taal of van scholarisatie met inbegrip van een opleiding betreffende de interculturele mediatie bij zijn oorspronkelijke opleiding of, bij gebreke daarvan, een opleiding te hebben gevolgd zoals bedoeld in artikel 23 of het bewijs te hebben geleverd van zijn aanvraag om inschrijving tijdens het betrokken schooljaar

#### HOOFDSTUK II. — *De voortgezette opleiding van leerkrachten*

**Art. 23.** Opleidingen tijdens de loopbaan van de personeelsleden die in de SOSN's of de begeleidingsstelsels Franse leertaal werken of wensen te werken, worden georganiseerd in het gewoon kleuter-, lager- en basisonderwijs overeenkomstig artikel 3, § 1, 1°, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, en in het gewoon secundair onderwijs overeenkomstig artikel 5, 1°, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan. Deze opleidingen kunnen ook gevolgd worden door andere personeelsleden van het opvoedingsteam binnen de perken van de beschikbare plaatsen

Tot het schooljaar 2021-2022 wordt een voorrang voor de inschrijving en het bijwonen van deze opleidingen verleend aan vast benoemde en tijdelijke prioritaire personeelsleden die tijdens het schooljaar 2018-2019, in de SOSN's werken of in de periodes van aanpassing aan de taal van het onderwijs bedoeld in artikel 32 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.

#### HOOFDSTUK III. — *Oprichting van een Toezichtcomité*

**Art. 24.** De Regering analyseert ten minste om de 3 jaar de beschikbare gegevens over het aandeel nieuwkomers, geassimileerde en Franse leertaal-leerlingen, die in aanmerking komen voor de lestijden bedoeld in 5, § 2, § 3, § 4, en in artikel 6, §§ 2 en 3. Een toezichtcomité wordt opgericht en samengesteld voor de Franse Gemeenschap uit vertegenwoordigers van de Diensten van de Regering, met inzonderheid de Algemene Inspectiedienst, de Algemene Directie Leerplichtonderwijs, de algemene sturingsdienst van het opvoedingssysteem. Het verslag van de analyse wordt aan de Minister van Begroting, aan de Minister van Onderwijs en aan de Sturingscommissie van het opvoedingssysteem bezorgd.

Het comité heeft als opdracht een evaluatie uit te voeren van het schooltraject van nieuwkomers, geassimileerde en Franse leertaal-leerlingen, om de budgettaire impact van het aantal leerlingen te evalueren die betrokken zijn bij de bepalingen van dit decreet, om de implementatie van stelsels en partnerschappen in het sturingsplan bedoeld in artikel 67, § 2, van het decreet van 24 juli 1997 te analyseren en om een evaluatie uit te voeren van de oriëntatie van leerlingen die geïntegreerd zijn op basis van het bewijs van het attest van toelaatbaarheid of gelijkwaardigheid van diploma's, alsook de tijd die studenten in het SOSN doorbrengen. Het eerste verslag zal uiterlijk op 30 november 2020 worden opgesteld.

**Art. 25.** De Regering evalueert de uitvoering van de artikelen van dit decreet, en brengt verslag uit aan het Parlement tijdens het schooljaar 2022-2023.

#### TITEL IV. — *Overgangs- wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen*

##### HOOFDSTUK I. — *Overgangsbepaling*

**Art. 26.** Voor het schooljaar 2019-2020, voor de leerlingen die voor de eerste keer ingeschreven zijn in een schoolinrichting die een SOSN organiseert op 1 oktober 2018 voor het secundair onderwijs of op 30 september 2018 voor het kleuter-, lager- of basisonderwijs of die op 30 september 2018 lestijden voor de aanpassing aan de taal van het onderwijs hebben genoten, zoals bedoeld in artikel 32 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, worden aanvullende lestijden en SOSN's bedoeld in de artikelen 5, §§ 2 en 3, 6, §§ 2 en 3, op 1 oktober 2019 toegekend.

In afwijking van artikel 4, § 3, bedraagt de geschatte duur om rekening te houden met deze leerlingen voor de berekening van de aanvullende lestijden 12 kalendermaanden vanaf 30 september 2019.

De lestijden en lestijden-leerkracht berekend voor het schooljaar 2018-2019 in het kader van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden tot 1 oktober 2019 verlengd.

##### HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 27.** § 1. In artikel 3, § 3, vijfde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd, wordt 4° opgesteld als volgt : « 4° leerling van het gewoon secundair onderwijs ingeschreven in de eerste gedifferentieerde graad of in het SOSN, zoals bepaald in artikel 2, § 1, 1° en 2°, van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap : € 654,64; ».

§ 2. In artikel 24, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt een 18° toegevoegd, luidend als volgt : « 18° zich onderwerpen aan de bepalingen van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

**Art. 28.** Er wordt een paragraaf 2 toegevoegd in artikel 12 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, luidend als volgt :

« § 2. De nieuwkomers of gelijkgestelde ingeschreven in een studie- of leeftijdsjaar of die het jaar vooraf in een SOSN het onderwijs gevolgd hebben overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk 2 van Titel II van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, kunnen slechts vrijgesteld worden van de studie van de tweede taal met de toestemming van de personen die in rechte of in feite het ouderlijk gezag op hen uitoefenen of met hun toestemming indien niemand in rechte of in feite het ouderlijk gezag op hen uitoefenen. ».

**Art. 29.** § 1. In artikel 37 van het bovenvermelde decreet van 13 juli 1998 wordt het derde lid geschrapt en wordt het zesde lid, dat het vijfde lid wordt, vervangen als volgt : « De overdrachten van lestijden die worden toegekend in het kader van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden toegestaan tussen inrichtingen van dezelfde inrichtende machten of van verschillende inrichtende machten, wanneer die inrichtingen deelnemen aan de integratie van nieuwkomers overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het bovenvermelde decreet van 7 februari 2019. ».

§ 2. In artikel 41, § 2, van het bovenvermelde decreet van 13 juli 1998 wordt het vierde lid geschrapt en wordt het vijfde lid, dat het vierde lid wordt, vervangen als volgt : « De leerlingen zoals bepaald in artikel 2, § 1, 1° en 2°, van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die dit geweest zijn in één van de twee voorafgaande schooljaren, worden voor 1,5 geteld. ».

**Art. 30.** In paragraaf 1, eerste lid, van artikel 6 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, wordt 18° vervangen als volgt :

« 18° van de naleving van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, in de inrichtingen die in aanmerking komen voor omkaderingslestijden voor de organisatie van een SOSN of van een begeleidingsstelsel en de deelname aan de evaluatie van het stelsel. ».

**Art. 31.** § 1. Het tweede lid van artikel 5 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt gewijzigd als volgt : « Het onderwijzend ambt van onderwijzer kleuteronderwijs wordt uitgeoefend op het niveau van het gewoon en gespecialiseerd kleuteronderwijs, in het gespecialiseerd lager onderwijs van maturiteit I en maturiteit II van het tweede type en in het gewoon lager onderwijs overeenkomstig het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

§ 2. Het derde lid van artikel 5 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt gewijzigd als volgt : « Het onderwijzend ambt van onderwijzer lager onderwijs wordt uitgeoefend op het niveau van het gewoon en gespecialiseerd lager onderwijs, alsook in het gewoon kleuteronderwijs overeenkomstig het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

**Art. 32.** § 1. De titel van de onderafdeling van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt gewijzigd als volgt : « Onderafdeling IV : Bepalingen tot afwijking van de voorrangregels met betrekking tot sommige ambten die in het gespecialiseerd onderwijs en het gewoon onderwijs worden uitgeoefend ».

§ 2. De woorden « en in het gewoon onderwijs overeenkomstig het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap » worden ingevoegd in het eerste lid van artikel 35 tussen de woorden « houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs » en de woorden « dat voor zijn ambt houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereist bekwaamheidsbewijs ».

§ 3. De woorden « In het gespecialiseerd onderwijs, » worden toegevoegd aan de eerste lijn van het derde lid van artikel 35.

§ 4. In artikel 35 wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt : « In het gewoon onderwijs met toepassing van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de bijzondere competenties vastgesteld door de Regering op voorstel van de Algemene Raad van het basisonderwijs bedoeld in het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen of op voorstel van de Algemene Overlegraad bedoeld in het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs. ».

**Art. 33.** § 1. Het tweede lid en het vierde lid van paragraaf 2 van artikel 26 bis van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden gewijzigd als volgt :

« In afwijking van het gespecialiseerd en gewoon onderwijs is het vorige lid niet van toepassing als het personeelslid dat in tijdelijk verband aangesteld wordt en dat de vacante betrekkingen bekleedt, het bewijs kan leveren van een bijzondere competentie zoals bedoeld in artikel 35, tweede, derde en vierde lid van het decreet van 11 april 2014. ».

§ 2. Het tweede lid van paragraaf 3 van artikel 167 van hetzelfde besluit wordt opgesteld als volgt :

« In afwijking van het gespecialiseerd en gewoon onderwijs is het vorige lid niet van toepassing als het personeelslid dat in tijdelijk verband aangesteld wordt en dat de vacante betrekkingen bekleedt, het bewijs kan leveren van een bijzondere competentie zoals bedoeld in artikel 35, tweede, derde en vierde lid van het decreet van 11 april 2014. ».



§ 3. Het tweede lid van artikel 167bis van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van het gespecialiseerd en gewoon onderwijs is het vorige lid niet van toepassing als het personeelslid dat in tijdelijk verband aangesteld wordt en dat de vacante betrekkingen bekleedt, het bewijs kan leveren van een bijzondere competentie zoals bedoeld in artikel 35, tweede, derde en vierde lid van het decreet van 11 april 2014. ».

**Art. 34.** § 1. In het eerste lid van artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reïaffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type en kunstsecundair onderwijs, worden de woorden « en gewoon » ingevoegd tussen het woord « gespecialiseerd » en de woorden « voor de toepassing ».

§ 2. Het tweede streepje van het tweede lid van artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« — of hoewel het over deze anciënniteit niet beschikt, een specifieke of aanvullende opleiding bekrachtigd met een attest kan bewijzen, overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 11 april 2014, aan de hand van een document opgesteld door de instelling die de opleiding heeft gegeven. Voor het gespecialiseerd onderwijs moet deze instelling opgenomen worden op de lijst vastgesteld door de Algemene Overlegraad van het gespecialiseerd onderwijs of door de Algemene Overlegraad van het secundair onderwijs, voor het gewoon onderwijs. ».

**Art. 35.** § 1. Het eerste lid van paragraaf 4 van artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reïaffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, worden de woorden « en gewoon » ingevoegd tussen het woord « gespecialiseerd » en de woorden « voor de toepassing ».

§ 2. Het tweede streepje van het tweede lid van paragraaf 4 van artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« —of hoewel het over deze anciënniteit niet beschikt, een specifieke of aanvullende opleiding bekrachtigd met een attest kan bewijzen, overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 11 april 2014, aan de hand van een document opgesteld door de instelling die de opleiding heeft gegeven. Voor het gespecialiseerd onderwijs moet deze instelling opgenomen worden op de lijst vastgesteld door de Algemene Overlegraad van het gespecialiseerd onderwijs of door de Algemene Overlegraad van het secundair onderwijs, voor het gewoon onderwijs. ».

**Art. 36.** § 1. In het eerste lid van paragraaf 4 van artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reïaffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, worden de woorden « en gewoon » ingevoegd tussen het woord « gespecialiseerd » en de woorden « voor de toepassing ».

§ 2. Het tweede streepje van het tweede lid van paragraaf 4 van artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« — of hoewel het over deze anciënniteit niet beschikt, een specifieke of aanvullende opleiding bekrachtigd met een attest kan bewijzen, overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 11 april 2014, aan de hand van een document opgesteld door de instelling die de opleiding heeft gegeven. Voor het gespecialiseerd onderwijs moet deze instelling opgenomen worden op de lijst vastgesteld door de Algemene Overlegraad van het gespecialiseerd onderwijs of door de Algemene Raad van het basisonderwijs, voor het gewoon onderwijs. ».

**Art. 37.** § 1. In het eerste lid van paragraaf 4 van artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reïaffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, worden de woorden « en gewoon » ingevoegd tussen het woord « gespecialiseerd » en de woorden « voor de toepassing ».

§ 2. Het derde streepje van paragraaf 4 van artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« — of hoewel het over deze anciënniteit niet beschikt, een specifieke of aanvullende opleiding bekrachtigd met een attest kan bewijzen, overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 11 april 2014, aan de hand van een document opgesteld door de instelling die de opleiding heeft gegeven. Voor het gespecialiseerd onderwijs moet deze instelling opgenomen worden op de lijst vastgesteld door de Algemene Overlegraad van het gespecialiseerd onderwijs of door de Algemene raad van het basisonderwijs, voor het gewoon onderwijs. ».

**Art. 38.** § 1. De punten 1° en 2° van artikel 9 bis van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften worden vervangen als volgt :

« € 1° 76 voor een aanvraag om gelijkwaardigheid met een basisstudiegetuigschrift of een studiebekwaamheidsbewijs dat toelating geeft tot het gemeenschappelijke of gedifferentieerde eerste jaar van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan. In afwijking van wat voorafgaat, worden geen enkele kosten gevraagd voor de aanvragers die hun schoolbezoek hebben voortgezet in een land dat de publieke hulpverlening voor de ontwikkeling geniet erkend door de Commissie Ontwikkelingssteun van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO) bepaald op 1 januari 2003;

2° € 76 voor een aanvraag om gelijkwaardigheid met een attest van het eerste gedifferentieerde jaar, met een verslag van verworven bekwaamheden uitgereikt op het einde van het eerste gemeenschappelijk jaar of verder met een oriëntatieattest uitgereikt op het einde van één van de andere jaren van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan. In afwijking van wat voorafgaat, worden geen enkele kosten gevraagd voor de aanvragers die hun studies hebben voortgezet in een land dat de publieke hulpverlening voor de ontwikkeling geniet, erkend door de Commissie Ontwikkelingssteun van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO) bepaald op 1 januari 2003. ».

§ 2. Geen enkele kosten kunnen aangevraagd worden voor een oriëntatie op basis van de leeftijd aan de leerlingen die hun studies hebben voortgezet in een land dat de publieke hulpverlening voor de ontwikkeling geniet, erkend door de Commissie Ontwikkelingssteun van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO) bepaald op 1 januari 2003 en die niet aan de bepalingen betreffende de procedure voor de gelijkwaardigheid van diploma's beantwoorden.

HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 39.** Artikel 32 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt opgeheven.

**Art. 40.** Het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

**Art. 41.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2019.

In afwijking van het eerste lid heeft artikel 38 uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 februari 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

Nota

(1) *Zitting 2018-2019.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 731-1. - Commissieverslag, nr. 731-2. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 731-3.- Vergaderingsamendementen, nr. 731-4.- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 731-5.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 6 februari 2019.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/40720]

**21 FEVRIER 2019. — Décret visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° Décret O.N.E. : le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E." ;

2° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française ;

3° Ministre : le Ministre qui a l'Accueil des Enfants et les Missions confiées à l'Office dans ses attributions ;

4° O.N.E. : l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

5° Système d'accueil : l'organisation et le fonctionnement général du secteur de l'accueil de la petite enfance en Communauté française ;

6° Parent(s) : la(les) personnes qui assumera(ont) ou qui assume(nt) la responsabilité légale de l'enfant au sein de son milieu de vie ;

7° Lieu d'accueil : une implantation où est effectué un accueil de la petite enfance qui est adaptée à cette fin et ne se situe pas dans le milieu familial de vie de l'enfant/des enfants accueilli(s) ;

8° Milieu d'accueil : structure comportant un ou plusieurs lieu(x) d'accueil, des moyens matériels et en personnel au sein de laquelle est organisé, un accueil de la petite enfance conformément aux dispositions du présent décret ou prises en vertu de celui-ci ;

9° Pouvoir organisateur : personne physique ou morale qui organise ou demande à organiser un accueil de la petite enfance et qui doit être autorisée par l'O.N.E. à cette fin.

**Art. 2.** Le présent décret vise à organiser l'accueil de la petite enfance entendu comme la prise en charge professionnelle d'enfants, depuis le terme du congé de maternité jusqu'à la scolarisation, en dehors de leur milieu de vie et de la présence des parents, visant à répondre adéquatement aux besoins quotidiens et d'éducation de chaque enfant, à contribuer conjointement avec ses parents à son développement global tout en permettant à ceux-ci de concilier leurs responsabilités parentales, professionnelles et leurs engagements sociaux.

Lorsque la situation sociale de la famille et l'intérêt de l'enfant le justifient, une dérogation pourra être octroyée pour que l'accueil de l'enfant puisse soit commencer avant la fin du congé de maternité soit, se poursuivre au-delà de la scolarisation.